

Convention collective

**IDCC : 1628. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Deux-Sèvres)
(1^{er} juillet 1991)**

(Bulletin officiel n° 1992-10 bis)
(Etendue par arrêté du 31 juillet 1992,
Journal officiel du 12 août 1992)

**ACCORD DU 7 SEPTEMBRE 2012
RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS
ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012**

NOR : ASET1251262M
IDCC : 1628

Entre :

L'UIMM Deux-Sèvres,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est institué, dans le cadre de la convention collective des industries métallurgiques des Deux-Sèvres, un barème des taux effectifs garantis annuels applicable à l'ensemble des catégories de personnel visées à l'accord national du 21 juillet 1975 sur les classifications, modifié par les avenants du 30 janvier 1980, du 21 avril 1981, du 4 février 1983, du 25 janvier 1990 et du 10 juillet 1992.

Les taux effectifs garantis représentent le montant des salaires pour chaque niveau de classification au-dessous duquel les salariés ne peuvent être rémunérés, sous réserve des dispositions de l'article 29 de la convention collective concernant les salariés de moins de 18 ans.

Les taux effectifs garantis ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective.

Article 2

Le barème des taux effectifs garantis est fixé pour la durée légale du travail actuellement en vigueur, soit 35 heures. Leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif et, en conséquence, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Pour vérifier l'application du barème des taux effectifs garantis et le comparer aux sommes réellement perçues, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soumis à cotisations sociales, à l'exception des éléments suivants :

- les sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- les primes d'ancienneté telles que définies par la convention collective ;
- les sommes perçues dans le cadre d'un accord d'intéressement ou de participation ;
- les majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres ;
- les primes basées sur l'assiduité ;
- les primes liées à l'organisation du travail (travail en équipe, travail de nuit).

Article 3

Pour un horaire hebdomadaire travaillé de 35 heures, le barème des taux effectifs garantis annuels à compter de l'année 2012 s'établit comme suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT
140	16 946
145	16 946
155	16 977
170	17 068
180	17 127
190	17 283
215	17 685
225	18 024
240	18 568
255	19 633
270	20 612
285	21 686
305	23 019
335	25 021
365	27 247
395	29 727

Article 4

Le présent accord prend effet à compter de l'année 2012.

Article 5

Sauf disposition plus favorable adoptée par l'entreprise, la valeur du point permettant de déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques est fixée à 5,10 € (base 35 heures) à compter du 1^{er} janvier 2013.

Les rémunérations minimales hiérarchiques sont adaptables à l'horaire de travail effectif. Elles servent de base au calcul de la prime d'ancienneté.

Article 6

Les travailleurs à domicile sont exclus de l'application du présent accord.

Article 7

Le présent accord sera déposé au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Niort et à la direction des relations du travail à Paris.

Fait à Niort, le 7 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)